

Intervention

Je souhaite tout d'abord reconnaître le travail important qui a été réalisé dans le cadre des Rendez-vous des syndicats et de la Fabrique du changement. La démarche d'écoute de près de 700 syndicats est une initiative inédite qui mérite d'être saluée. Elle a permis de faire émerger des attentes réelles et partagées par de nombreux militants de terrain.

Pour autant, notre responsabilité est aussi de nous interroger sur l'écart qui peut parfois exister entre les ambitions affichées et la réalité vécue dans les syndicats.

Le rapport souligne lui-même que beaucoup de militants se sentent débordés, confrontés à une surcharge d'activité et à des difficultés de renouvellement des équipes. Or, malgré les nombreux chantiers engagés, beaucoup de syndicats peinent encore à percevoir concrètement les améliorations dans leur quotidien. Les outils, les expérimentations et les dispositifs existent, mais leur appropriation reste inégale et leur impact demeure parfois difficile à mesurer.

Je m'interroge également sur le rythme de certains travaux. Le chantier du « Qui fait quoi ? », identifié comme une priorité forte dès les Rendez-vous des syndicats, n'aboutira à une première présentation qu'en 2026. Pourtant, la clarification des rôles et des responsabilités est une attente ancienne des équipes syndicales. Nous devons nous donner les moyens d'accélérer lorsque les besoins exprimés sont aussi largement partagés.

Concernant la mutualisation, les expérimentations menées sont intéressantes mais elles restent encore limitées. Le rapport reconnaît lui-même que peu de syndicats ont pu participer à ces démarches, faute de temps ou d'information. Cela pose une question essentielle : comment associer davantage les équipes de terrain alors même qu'elles sont déjà sous tension ?

Sur l'innovation syndicale, la création d'Innov'Action constitue une piste prometteuse. Toutefois, une cellule d'une dizaine de volontaires ne suffira pas, à elle seule, à transformer nos pratiques. Le défi est désormais de diffuser largement les innovations, de les rendre accessibles à tous les syndicats et surtout d'évaluer leur efficacité pour le développement syndical et le renforcement du pouvoir d'agir des salariés.

Enfin, je crois que nous devons rester vigilants à ce que la multiplication des outils, des dispositifs et des projets ne crée pas de complexité supplémentaire. Notre objectif doit rester simple : permettre aux militants de consacrer davantage de temps aux salariés, aux adhérents et à l'action syndicale.

La Fabrique du changement est lancée, c'est une bonne chose. Mais pour convaincre pleinement, elle devra désormais produire des résultats visibles, mesurables et perceptibles dans la vie quotidienne de l'ensemble des syndicats. C'est à cette condition que nous répondrons réellement aux attentes exprimées lors des Rendez-vous des syndicats et que nous renforcerons durablement notre organisation.

Peru

2

Intervention – Agir pour renforcer nos services publics

Chers camarades,

À la lecture de ce rapport, une question me vient immédiatement :

Comment peut-on prétendre défendre l'égalité républicaine quand l'accès aux services publics dépend de plus en plus du code postal, du niveau de revenus ou de la capacité à maîtriser les outils numériques ?

Car derrière les chiffres, derrière les rapports et les diagnostics, il y a la réalité vécue par nos concitoyens.

La réalité, ce sont des mois d'attente pour consulter un spécialiste.

La réalité, ce sont des maternités, des services d'urgence, des classes, des trésoreries ou des tribunaux qui ferment ou s'éloignent.

La réalité, ce sont des familles qui renoncent à leurs droits faute d'accompagnement.

La réalité, ce sont des agents publics épuisés à qui l'on demande toujours plus avec toujours moins.

Oui, la CFDT a agi. Oui, elle a obtenu des avancées sur la petite enfance, la Sécurité sociale, l'accès aux droits ou encore la protection sociale.

Mais nous devons avoir le courage de dire que ces avancées restent insuffisantes face à l'ampleur de la dégradation des services publics.

Depuis des années, les gouvernements successifs considèrent trop souvent les services publics comme une ligne comptable avant de les considérer comme un investissement social.

On parle de coût.

Nous agents publics parlons d'utilité.

On parle d'économies.

Nous agents publics parlons de cohésion sociale.

On parle de réduction des dépenses.

Nous agents publics parlons d'égalité entre les citoyens.

Et puis il y a ce poison qui se diffuse depuis trop longtemps : le fonctionnaire bashing.

À chaque débat budgétaire, les agents publics deviennent les coupables idéaux.

Trop nombreux.

Trop protégés.

Trop coûteux.

Pourtant, lorsque survient une crise sanitaire, une catastrophe climatique ou une difficulté sociale, ce sont ces mêmes agents que la Nation appelle au secours.

Cette hypocrisie doit cesser.

Les agents publics ne sont pas le problème.

Ils sont une partie essentielle de la solution.

C'est pourquoi je souhaite formuler une proposition forte.

La CFDT doit porter l'exigence d'un "bouclier républicain des services publics" garantissant à chaque citoyen, où qu'il vive, l'accès à un socle minimum de services essentiels : santé, éducation, petite enfance, accompagnement social, mobilité et accès aux droits.

Parce qu'aujourd'hui, l'égalité territoriale n'est plus une promesse tenue.

Parce qu'il n'est pas acceptable que l'espérance de vie, l'accès aux soins ou aux services dépende du lieu où l'on habite.

Parce qu'une République qui abandonne certains territoires nourrit la colère, le sentiment d'abandon et les votes de rupture.

Les services publics ne sont pas une dépense à réduire.

Ils sont le patrimoine commun de celles et ceux qui n'ont que la solidarité nationale pour garantir leurs droits.

Alors oui, réformons quand c'est nécessaire.

Oui, modernisons quand c'est utile.

Mais refusons une logique où chaque réforme commence par supprimer des moyens avant même de s'interroger sur les besoins.

Le combat pour les services publics n'est pas un combat corporatiste.

C'est un combat démocratique.

C'est un combat social.

C'est un combat républicain.

et c'est dans ce combat

Et la CFDT doit continuer à être en première ligne de ce combat.

Je vous remercie.

que nous attendons
d'une fédération
pas 1 autre.

*Rendons
parler jeune et rendre attractive la CFDT
Par les jeunes.*

Intervention – Développer la CFDT et la rendre attractive pour les jeunes

Chers camarades,

Le rapport nous présente des avancées réelles. Oui, la CFDT a progressé. Oui, le nombre de jeunes adhérents augmente. Oui, Effervescence(s), les campagnes saisonniers, les forums, les outils numériques vont dans le bon sens.

Mais soyons lucides : nous sommes encore loin du compte.

Notre objectif était de gagner 28 % de jeunes adhérents. Nous en sommes à 13 %. C'est une progression, mais c'est aussi un signal d'alerte. Car derrière les chiffres se cache une réalité : nous attirons davantage les jeunes, mais nous ne transformons pas encore suffisamment cet intérêt en engagement durable.

Et pourtant, le rapport nous donne lui-même la clé.

Nous jeunes ne rejetons pas le syndicalisme. Nous rejetons les organisations qui paraissent fermées, compliquées ou trop éloignées de nos préoccupations. Ce que nous demandons, c'est de la transparence, de la confiance et des espaces pour agir.

Dans les Hauts-de-France, nous avons fait le choix de passer des discours aux actes. Sous l'impulsion de Perrine Mohr et de son exécutif régional, une véritable dynamique jeunesse a été engagée. Des espaces de rencontre ont été créés, des jeunes militants ont été identifiés, accompagnés, formés et mis en réseau. Surtout, ils ont été considérés comme des acteurs à part entière de notre organisation.

Je veux profiter de cette tribune pour remercier Perrine Mohr et l'ensemble de l'exécutif de l'URI Hauts-de-France pour cette volonté politique affirmée. Car c'est bien d'une volonté politique qu'il s'agit. Les jeunes ne prennent pas leur place par hasard : nous devons collectivement leur ouvrir la porte.

C'est pourquoi je souhaite faire une proposition simple et ambitieuse.

Que chaque syndicat, chaque fédération et chaque URI se fixe l'objectif d'intégrer au moins un jeune de moins de 35 ans dans son exécutif ou son bureau à l'issue de ce congrès.

Pas dans cinq ans.

Pas quand il sera "prêt".

Pas lorsqu'une place se libérera.

Maintenant.

Parce qu'on ne prépare pas la relève en parlant des jeunes.
On prépare la relève en partageant le pouvoir.

6
Effervescence(s) a réuni 230 jeunes militants. C'est une réussite. Mais 230 jeunes motivés ne changeront pas la CFDT si, en rentrant chez eux, ils retrouvent les mêmes fonctionnements et les mêmes plafonds de verre.

Si vous voulez une organisation plus jeune, vous devez nous faire de la place.

Si vous voulez que les jeunes s'engagent, vous devez nous donner des responsabilités.

Si vous voulez comprendre les mutations du travail, vous devez écouter celles et ceux qui les vivent en premier : les apprentis, les alternants, les saisonniers, les jeunes précaires, les nouveaux travailleurs.

La jeunesse n'est pas un sujet parmi d'autres.

Elle est la condition de notre renouvellement, de notre développement et de notre avenir.

Le plus grand risque pour la CFDT n'est pas de donner trop de place aux jeunes.

Le plus grand risque serait de continuer à leur dire qu'ils sont l'avenir sans leur permettre d'être pleinement le présent.

Alors ouvrez les portes. Faites-nous confiance. Et donnons-nous rendez-vous au prochain congrès avec un objectif clair : que la jeunesse ne soit plus seulement représentée dans la CFDT, mais qu'elle participe partout à ses décisions et à sa direction.

Je vous remercie.

7

Je veux continuer par une évidence.

L'extrême droite n'est pas seulement un sujet politique. C'est un sujet syndical.

Parce que lorsque l'extrême droite progresse, ce sont toujours les mêmes qui sont désignés comme responsables des difficultés sociales : les étrangers, les immigrés, les bénéficiaires de prestations sociales, les minorités, les personnes LGBTQIA+, parfois même les syndicats.

Son projet est simple : diviser les travailleurs pour éviter qu'ils s'unissent.

Opposer les salariés du privé aux agents publics.

Les Français aux étrangers.

Les précaires à ceux qui ont un emploi.

Les générations entre elles.

C'est exactement l'inverse de ce que porte la CFDT depuis sa création.

Je salue le travail réalisé pendant cette mandature : les mobilisations contre la loi Immigration, la campagne intersyndicale contre le racisme, notre présence dans les Marches des Fiertés, le manifeste féministe, les outils développés pour lutter contre les discriminations.

Mais je crois que nous devons aujourd'hui franchir une étape supplémentaire.

Car soyons lucides.

Dans beaucoup d'entreprises, dans beaucoup de services publics, dans beaucoup de territoires, les idées de l'extrême droite progressent.

Face à la montée des discours de haine et à la banalisation des idées extrémistes, nous affirmons haut et fort qu'aucune fatalité ne pèse sur notre société. Rien n'oblige à accepter la peur comme horizon, la division comme programme ou la résignation comme mode de vie.

Nous savons qu'une autre voie existe : celle de la solidarité, de l'entraide, du respect et de la dignité pour toutes et tous.

Cette voie, nous la faisons vivre chaque jour à travers nos engagements collectifs, dans nos entreprises, nos territoires, nos luttes et nos conquêtes sociales.

Refuser l'extrémisme, c'est défendre ce que nous sommes

Les idées qui cherchent à diviser, à désigner des ennemis, à opposer les uns aux autres celles et ceux qui travaillent, n'ont rien à offrir sinon plus de violence, plus de précarité, plus d'isolement.

Elles prospèrent sur le désarroi et le sentiment d'abandon.

Elles se nourrissent de l'oubli : l'oubli de nos droits, de nos luttes, de tout ce que la solidarité a permis de conquérir.

Les banaliser, c'est se couper de notre propre histoire.
Les tolérer, c'est fragiliser les libertés auxquelles nous tenons.
Les laisser avancer, c'est reculer collectivement.

~~Parfois même parmi les salariés que nous représentons.~~

~~Faire comme si cela n'existait pas serait une erreur.~~

~~Penser que nos valeurs parlent d'elles-mêmes serait une autre erreur.~~

Face à l'extrême droite, la neutralité n'existe pas.

Le silence profite toujours aux idées les plus bruyantes.

C'est pourquoi je souhaite formuler une proposition.

Que la CFDT lance un grand plan national "Travail, Égalité, Solidarité" dans chaque région, chaque fédération et chaque syndicat.

Avec un objectif simple :

Aller débattre là où l'extrême droite prospère.

Dans les entreprises.

Dans les ateliers.

Dans les administrations.

Dans les territoires abandonnés.

Non pas pour faire des leçons de morale.

Mais pour démontrer concrètement que les problèmes de pouvoir d'achat, de logement, de santé, de transport ou d'emploi ne seront jamais résolus par la désignation de boucs émissaires.

Nous devons reprendre l'offensive idéologique.

Car lorsqu'un salarié vote pour l'extrême droite, ce n'est pas forcément parce qu'il adhère à tout son programme.

C'est souvent parce qu'il ne croit plus que quelqu'un défend ses intérêts.

À nous de lui prouver le contraire.

À nous de montrer que la solidarité protège davantage que la division.

9.

À nous de rappeler que les conquêtes sociales ont toujours été obtenues par l'unité des travailleurs, jamais par leur opposition.

L'extrême droite prétend défendre le monde du travail.

Pourtant partout où elle gouverne ou influence les politiques publiques, elle s'attaque aux contre-pouvoirs, aux syndicats, aux libertés associatives et aux droits sociaux.

Ne laissons personne confisquer la colère sociale pour en faire un projet de rejet de l'autre.

La CFDT doit être le syndicat qui combat les discriminations.

Mais elle doit aussi être le syndicat qui combat les causes politiques qui les alimentent.

Notre réponse à l'extrême droite n'est pas seulement morale.

Elle est syndicale.

Elle est sociale.

Elle est démocratique.

Et elle doit être visible partout où travaillent les salariés.

Je vous remercie.